

« Redimensionner » la loi d'avortement : le Patriarche de Lisbonne se réveillerait-il ?

Author : Jeanne Smits

Categories : [Jeanne Smits](#), [Points non négociables](#), [Riposte Catholique](#)

Date : 10 janvier 2012



Le cardinal patriarche de Lisbonne, D. José Policarpo, a [déclaré](#) aujourd'hui à Fatima lors d'un échange avec la presse que la loi d'avortement en vigueur au Portugal depuis 2007 pourrait être « redimensionnée » pour répondre à la demande d'un mouvement de laïcs. Il a expliqué aux journalistes que le conseil permanent de la Conférence épiscopale, dont la réunion venait de s'achever, s'était précisément penché sur « la demande d'un groupe que réfléchit et se mobilise pour que les questions liées à la vie ne sombrent pas dans l'oubli ».

Le Patriarche a ajouté que ce n'est pas seulement l'Eglise catholique qui doit se mobiliser : « **Il est important que ces mouvements soient des mouvements civiques élargis, je pense que ce n'est pas le moment de faire croire à la société que seule l'Eglise se préoccupe des questions de la vie.** »

Il a souligné qu'aujourd'hui la violence est en train de s'installer dans la société portugaise et que celle-ci a grand besoin de « respecter les enfants ».

L'agence d'informations officielle de l'Eglise du Portugal, Agencia Ecclesia, hébergée sur le site de la Conférence épiscopale, rend compte de ces propos en donnant des informations et des liens sur l'initiative lancée par la « commission pour le référendum Vida » qui cherche à recueillir 75.000 signatures en vue d'imposer un référendum d'initiative populaire. Cette initiative vise l'interdiction de l'avortement à la demande et de l'euthanasie par l'inscription dans la loi de la « **garantie de l'inviolabilité de la vie humaine, depuis le moment de la conception jusqu'à la**

mort naturelle ».

C'est une initiative purement laïque – et elle devrait, à ce titre, plaire au cardinal-patriarche.

Mais le simple fait qu'il l'évoque – fût-ce de manière indirecte – est déjà une nouveauté. Le fait de dire que l'avortement n'est pas une question religieuse n'en exonère pas non plus le monde religieux...

Justement, les initiateurs « Pro Referendo Vida » s'étaient plaints amèrement de ce que la hiérarchie catholique n'ait rien fait, ni pour annoncer leur action, ni pour remettre la question de l'avortement sur le tapis. Ils ont même publié une « [Lettre aux leaders religieux](#) », dont je vous propose ma traduction.

Messieurs les évêques, prêtres, pasteurs, rabbins, imams, sheikhs,

Les 70.000 victimes de l'avortement nous appellent comme cet homme attaqué par des brigands alors qu'il descendait de Jérusalem, et qui vit passer un lévite et un prêtre... en attendant qu'un bon Samaritain s'arrêtât et s'approchât. Si nous ne faisons rien, d'ici à quelques mois, en plein « été chaud », peu sont ceux qui se souviendront de ce que le nouveau Premier ministre a promis un jour de favoriser une initiative de citoyens tendant à revoir la législation sur l'avortement, par voie de référendum. C'est pourquoi la question est urgente ; elle s'impose de façon catégorique à la conscience de chacun d'entre nous qui un jour avons brandi bien haut l'étendard de la cause de la Vie ; nous allons nous accrocher à la parole de Pedro Passos Coelho – par laquelle Paulo Portas est également liée aux termes de l'accord PSD/CDS-PP « majorité pour le changement » – ou alors faut-il accepter que 20.000 bébé portugais continuent de mourir à chaque nouvelle année qui passe ?

Beaucoup d'ennemis de la cause de la Vie se sont beaucoup efforcés de faire accréditer l'idée selon laquelle la « libéralisation de l'avortement » n'est pas « une question religieuse ». A en juger d'après la confusion qu'ils ont semée parmi les croyants, particulièrement les chrétiens, il semblerait qu'ils soient assez largement parvenus à leurs fins. Ainsi, au long des quatre dernières années nos impôts ont été utilisés pour tuer plus de 70.000 bébés et par conséquent, et pour nous cela ne sera jamais une « question close ». En même temps il est évident que sans la « conspiration active » de l'Eglise

catholique d'autres institutions religieuses de notre pays, il serait impossible de réunir les 75.000 signatures nécessaires pour la convocation d'un référendum.

Récemment, la chambre basse du Parlement de Pologne a approuvé une pétition populaire, soutenue par les évêques polonais, visant à la protection intégrale de la vie humaine depuis la conception. Encouragés par cette victoire de la cause de la vie, les croyants portugais viennent auprès de leurs chefs spirituels pour solliciter leur bénédiction pour la campagne qui commence aujourd'hui en vue de la convocation d'un référendum national exigeant une législation qui garantisse l'inviolabilité de la vie humaine depuis la conception jusqu'à la mort naturelle.

Peut-on espérer un vrai changement d'attitude des évêques portugais ? La question se pose au vu de l'autre info [sortie](#) aujourd'hui à la suite de la conférence de presse du Patriarche de Lisbonne. Invité à réagir à la colère de beaucoup de Portugais et des recteurs de deux sanctuaires nationaux devant le projet du gouvernement, au nom de la rigueur, de supprimer le jour férié du 15-Août, D. José Policarpo s'est contenté de déclarer qu'il s'agit là d'une compétence de l'Etat au nom du Concordat de 2004.

« Ce que l'Eglise a négocié avec l'Etat est aussi simple que cela : l'Etat portugais ne s'est engagé que pour les dimanches. » Si les motifs de contentement sont nombreux, a-t-il dit, l'Eglise ne dispose pas d'« arguments juridiques » pour imposer autre chose : les autres fêtes relèvent d'« accords ». « Je conseillerais aux personnes qui se sont manifestées de lire le Concordat, où cette question est très claire. »

© [leblogdejeannesmits](#)

[Réseau Riposte catholique](#)